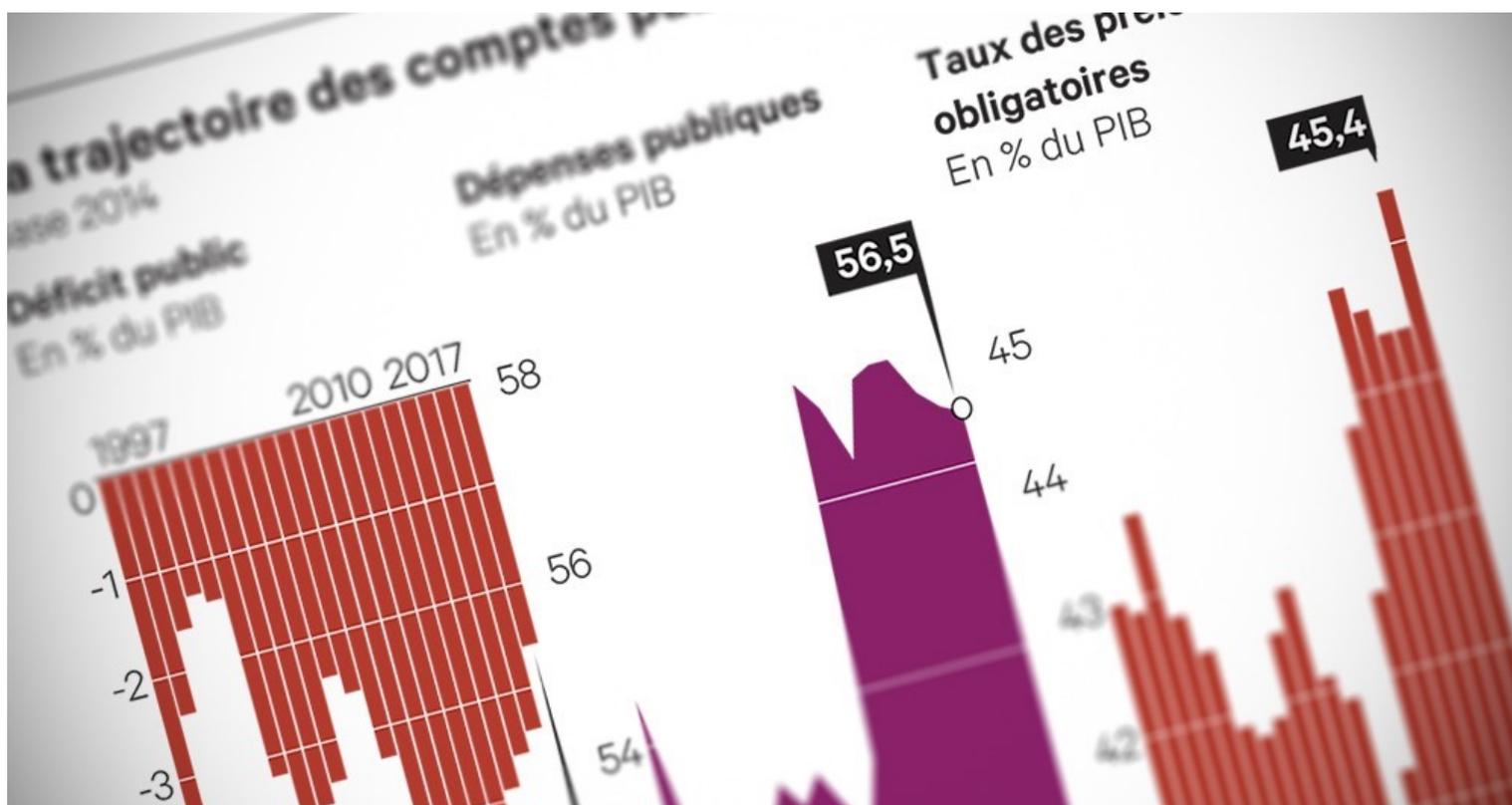


# Déficit : les défis encore à relever après le retour sous les 3 %

**RENAUD HONORÉ** ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=117](https://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=117)) | Le 26/03 à 08:40 | Mis à jour le 28/03 à 09:58



Le déficit public a été ramené de 3,4 % à 2,6 % de PIB entre 2016 et 2017.

**+ VIDEO - L'annonce ce lundi d'un déficit public ramené à 2,6 % du PIB en 2017 annonce une sortie de la procédure de déficit excessif. Mais les autres indicateurs clés que sont la dette, les dépenses ou la pression fiscale vont à rebours des objectifs gouvernementaux.**

Soleil voilé. Le bulletin de météo budgétaire a de quoi susciter des sentiments contrastés au sein du gouvernement d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe. Ces derniers ont logiquement choisi de ne retenir que l'aspect le plus lumineux de ces annonces : la confirmation du retour sous la barre de 3 % du PIB du déficit public pour la première fois depuis 2007. Celui-ci s'établit au niveau encore inespéré il y a un mois de 2,6 %

(<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0301477064726-deficit-2017-bonne-surprise-en-vue-pour-le-gouvernement-2163797.php>) , bien en dessous de l'objectif gouvernemental de 2,9 %.

« *Nous avons tenu nos engagements. Ca nous permet de retrouver notre crédibilité en Europe* », s'est félicité sur Franceinfo Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie et des Finances. De fait, la voie est désormais grande ouverte pour que la Commission européenne mette fin, le 23 mai prochain, à la procédure de déficit excessif lancée contre la France en 2009. Il faut pour cela rester deux années de suite avec un déficit sous les 3 %, et tout indique que le pari sera tenu également cette année.

### « Cinq-trois-un »

Mieux, **l'objectif officiel du gouvernement pour 2018 (2,8 %) ([https://www.lesechos.fr/02/11/2017/lesechos.fr/030817986822\\_taxe-dividendes---l-executif-oblige-de-revoir-a-la-hausse-le-deficit-2018-a-2-8--.htm](https://www.lesechos.fr/02/11/2017/lesechos.fr/030817986822_taxe-dividendes---l-executif-oblige-de-revoir-a-la-hausse-le-deficit-2018-a-2-8--.htm))** va être révisé nettement à la baisse dans les semaines à venir. A la fois pour tenir compte de la performance meilleure qu'attendue en 2017 qui va mécaniquement réduire l'effort, mais aussi pour tirer les conséquences d'une croissance en pleine accélération. « *Notre **hypothèse d'une croissance à 1,7 % cette année va être révisée** (<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0301358244829-laceleration-de-la-croissance-conforte-la-strategie-budgetaire-de-l-executif-2157348.php>) à la hausse* », convient une source gouvernementale. Des perspectives qui vont aussi faciliter le passage du cap de 2019, où le déficit devait à nouveau tutoyer les 3 % en raison de la transformation du CICE en baisse directe de charges (ce qui occasionnera un surcoût temporaire).

Ces bonnes nouvelles ne laissent pas pour autant un ciel bleu horizon. Car, dans le même temps, ces chiffres dévoilés lundi par l'Insee vont à rebours des objectifs budgétaires que s'était fixés Emmanuel Macron pour son quinquennat. Ceux-ci se résument à un mantra martelé régulièrement par Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, le ministre des Comptes publics : « cinq-trois-un ». Soit la baisse promise pour la dette (5 points de PIB en moins), les dépenses publiques (3 points) et le taux de prélèvements obligatoires (1 point).

On assiste pour le moment au mouvement inverse. C'est particulièrement spectaculaire pour **les prélèvements obligatoires, dont le taux est passé en un an de 44,4 % à 45,4 %** (<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0301484108626-les-prelevements-obligatoires-ont-augmente-en-2017-a-454-du-pib-2164162.php>) du PIB.

## Croissance des dépenses

Mais la tendance est également contrastée pour les dépenses publiques. Celles-ci s'établissent à 56,5 % du PIB. Ce niveau est certes en léger recul par rapport au 56,6 % de 2016, mais reste au-dessus de l'objectif de 56,1 % que le gouvernement s'était lui-même assigné en septembre dernier pour l'année 2017, signe que la réduction du déficit s'explique avant tout pour des raisons conjoncturelles.

---

### À LIRE AUSSI

> **[INTERVIEW Eric Woerth : « Il n'y a pas l'ombre d'un début d'action sur la dépense publique »](https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/0301485081379-eric-woerth-il-ny-a-pas-lombre-dun-debut-daction-sur-la-depense-publique)** (<https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/0301485081379-eric-woerth-il-ny-a-pas-lombre-dun-debut-daction-sur-la-depense-2164218.php>)

Les « *décisions courageuses sur la dépense publique* » de l'été dernier, louées par Bruno Le Maire, faisant référence notamment à « *la réduction des aides au logement* » n'ont guère freiné le mouvement à la hausse. La croissance des dépenses s'est établie l'an dernier à +2,5 %, alors que la loi de finances initiale tablait sur +1,6 %. La **[hausse de la rémunération de la fonction publique](https://www.lesechos.fr/economie-france/social/0301476916852-darmanin-pret-a-revaloriser-les-fonctionnaires-les-plus-mal-payes-2163813.php)** (<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/0301476916852-darmanin-pret-a-revaloriser-les-fonctionnaires-les-plus-mal-payes-2163813.php>) (+2,2 % contre +0,6 % en 2016) y a pris une grande part, du fait de mesures (dégel du point d'indice, mesures catégorielles) décidées sous François Hollande.

Enfin, le dernier indicateur clef d'Emmanuel Macron n'est pas non plus là où il était attendu. Malgré une croissance (+2 %) plus forte que prévu et un déficit plus bas, la dette publique repart paradoxalement à la hausse, à 97 % contre 96,6 % un an auparavant. Le gouvernement ne prévoit pas de baisse avant 2020, même **[s'il a promis récemment de redoubler d'efforts dès cette année](https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0301302359149-dette-lexecutif-veut-redoubler-defforts-2154024.php)** (<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0301302359149-dette-lexecutif-veut-redoubler-defforts-2154024.php>) .

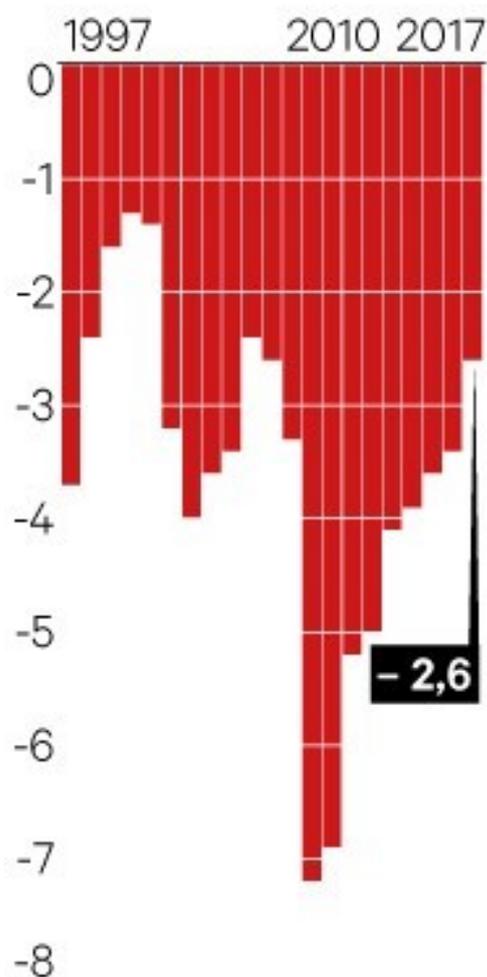


# La trajectoire des comptes publics

Base 2014

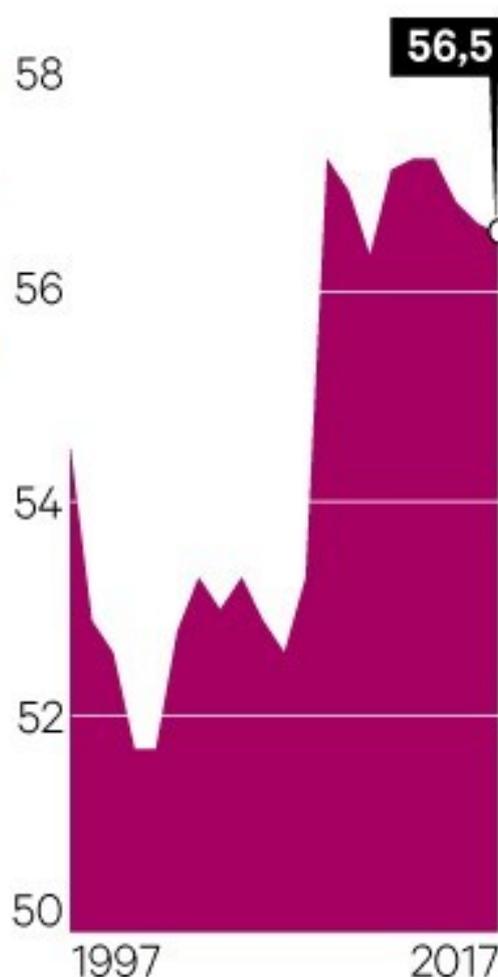
## Déficit public

En % du PIB



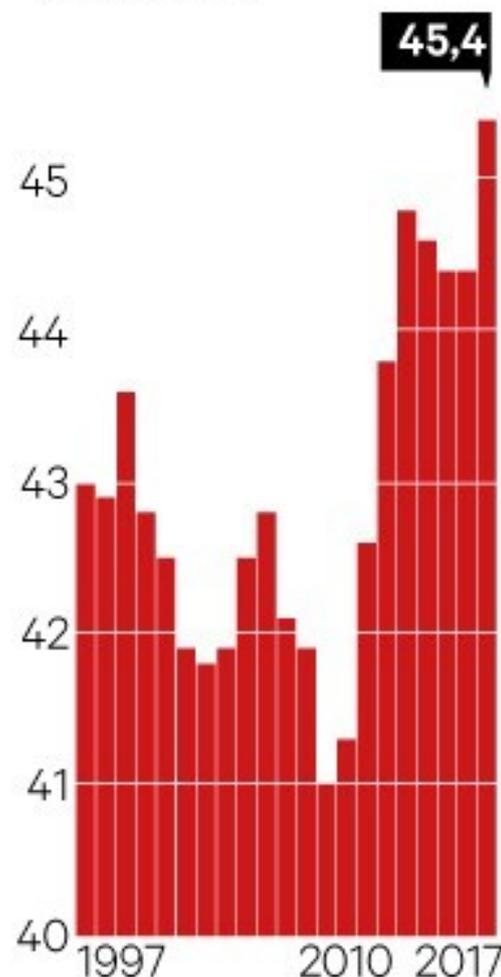
## Dépenses publiques

En % du PIB



## Taux des prélèvements obligatoires

En % du PIB



\* LES ÉCHOS \* / SOURCE : INSEE

Valérie Mazuir

**[@r\\_honore](https://twitter.com/r_honore) ([https://twitter.com/r\\_honore](https://twitter.com/r_honore)) **Suivre** [@r\\_honore](https://twitter.com/r_honore) ([https://twitter.com/r\\_honore](https://twitter.com/r_honore))**